n°247 27/10/06 1,5€

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

La résistible ascension de Nicolas Sarkozy

40, rue de Malte 75011 Paris
Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
site : www.alternatifs.org

Commission paritaire
n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961

Directeur de publication :
J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette :
M. Colloghan

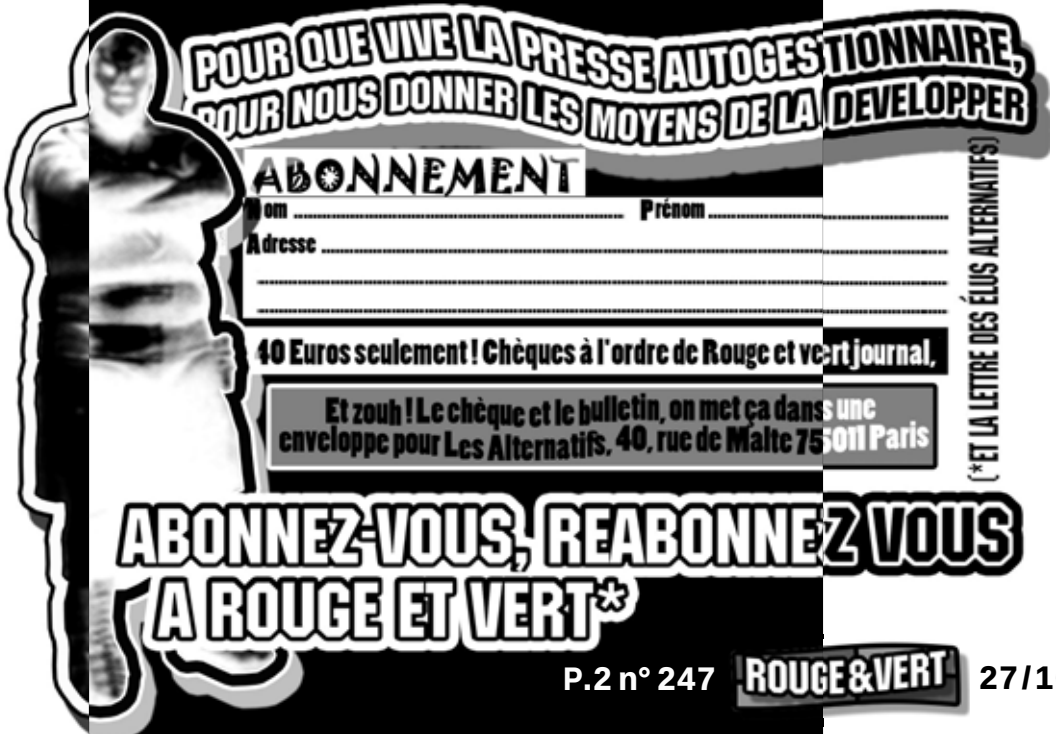
Ont collaboré à ce numéro :

A.Altéré, J.Arneguy, R.Bernheim, JJ.Boislaroussie, B.Bossé, M.Buisson, B.Caron, M.Colloghan, C.Coqblin, J.Douillard, J.Fontaine, H.H, R.Querbouet, H.Mermé, A.Moltu, F.Préneau, B.Riondet, R.Seibel et R.Winterhalter

Edité par la SARL SECA
(Société d'Edition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris
B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063.
Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 70 80 96

ABONNEMENT



MOUVEMENTS

Réunion de Nanterr

une ét

La deuxième réunion des collectifs unitaires et populaires pour des candidatures communes de la gauche antilibérale en 2007 s'est tenue à Nanterre les 15 et 16 Octobre, en présence de plus de 500 délégués et observateurs, un peu plus d'un mois après l'adoption du texte sur l'ambition et la stratégie.

Elle a été l'occasion de franchir la deuxième étape du processus, celle de l'élaboration des principaux axes programmatiques pour les échéances électorales de 2007. Il faut bien préciser quelle était la nature exacte du texte mis en discussion. Il ne s'agissait pas d'élaborer un projet sur le type de société que nous souhaitons construire mais, plus modestement, de réfléchir sur un programme de gouvernement pour la législature à venir. Programme que l'on peut qualifier de réformiste fort qui, s'il était mis en œuvre, ouvrirait des perspectives pour une alternative au système libéral-capitaliste mais aussi au social-libéralisme. Suffisamment radical aussi pour que son application même partielle ne puisse se faire sans une forte mobilisation sociale et démocratique, condition sine qua non d'une modification du rapport de force avec la droite et le patronat.

Il ne s'agissait donc pas seulement, comme lors de la campagne contre le projet de traité constitutionnel européen, de savoir dire Non, mais d'élaborer en commun un projet, certes non définitif et améliorable, qui puisse donner des réponses positives à la perspective de l'alternative.

La rédaction, à l'issue d'un travail de plusieurs mois, de la Charte des collectifs du 29 Mai, avait montré qu'il était possible de faire discuter et de mettre d'accord des militant-e-s de sensibilités politiques souvent fort différentes. Encore fallait-il reconduire l'exercice sur un projet à vocation électorale !

Le texte élaboré à l'issue de deux journées d'un travail extrêmement sérieux dans les diverses commissions où furent examinés tous les amendements émanant des collectifs – tout au moins ceux qui étaient arrivés à

e des collectifs unitaires et populaires : ape réussie

temps – puis par une commission de synthèse à laquelle participaient des représentant-e- s des diverses sensibilités participant au processus et des militant-e-s des collectifs locaux, représente une avancée positive.

Certes, il reste un certain nombre de points en débat, mais c'est le reflet de la réalité non homogène du rassemblement, et il faut souligner que le texte adopté à l'issue des ces deux journées comporte des améliorations par rapport à la version initiale.

De nombreux amendements ont enrichi ce texte et, parmi ceux-ci, un certain nombre que notre mouvement avait proposés ou soutenus sur les 32 heures, la lutte contre la précarité, la relocalisation de l'économie, la démocratie active ou l'économie sociale.

Sur l'écologie, question qui n'est pas assez prise en compte par nombre de nos partenaires, ce texte marque des progrès sensibles quoique insuffisants. C'est ainsi que le chapeau du chapitre 2 indique que *« Les politiques libérales financiarisèes et productivistes constituent un obstacle à la défense de l'environnement et à la sauvegarde de la planète. C'est à la redéfinition du type de croissance, de production et de consommation qu'il faut s'atteler ».*

Restent des divergences qui sont non tranchées comme sur le désarmement unilatéral ou non ou le niveau auquel fixer les minima sociaux par rapport au SMIC.

A noter que sur le point fort épineux du nucléaire, il est proposé de trancher le débat entre partisans de la sortie progressive du nucléaire et ceux favorables à un nucléaire sécurisé par un referendum à l'issue d'un débat national.

Ces deux journées ont donc été positives même si pour des autogestionnaires ce texte reste par trop étatiste et que nous ferons en sorte que l'ambition de la participation des citoyens et des travailleurs à la gestion de la cité et de l'entreprise soit plus et mieux prise en compte.

La dynamique enclenchée depuis la réunion du 10 Septembre à St Denis s'est amplifiée même si elle ne touche pour le moment essentiellement que les milieux militants, mais comment pourrait-il en être autrement tant que le ou la candidat-e de notre rassemblement n'aura pas été désigné ?

Le nombre de collectifs qui était alors de 450 s'élevait à la date de la réunion de Nanterre à 650 – encore que dans certains départements des collectifs semblent plus monocolores que réellement unitaires et populaires – et des collectifs se créent tous les jours. Des réunions publiques réunissant parfois plusieurs centaines de participants ont déjà eu lieu ou sont programmées pour les prochaines semaines. Le premier meeting de masse avec tous les porte-parole et les postulants à la candidature est annoncé pour le 2 Novembre au Mans.

Les décisions prises aussi bien sur le plan stratégique que programmatique ont permis de franchir les deux premières étapes du processus ouvrant la voie à une perspective alternative au libéralisme et au social-libéralisme lors des échéances électorales de 2007. Encore faudrait-il que la pratique soit conforme aux décisions prises en commun, en particulier que la question de notre autonomie par rapport au PS et donc de notre refus de participer à un gouvernement de type gauche plurielle relookée, soit confirmée. C'est ainsi que la participation à un éventuel sommet de la gauche – même si cette initiative ne semble plus être d'actualité – ne pourrait que brouiller l'image de ce que nous voulons construire.

Reste la troisième étape, celle dont nous savions depuis le début qu'elle serait la plus difficile à franchir, celle de la désignation du/de la candidat-e- qui, au sein d'un collectif de porte-parole, nous représentera.

Le PCF met en avant avec persistance la candidature de MG Buffet alors que pour la plupart des autres sensibilités le/la candidat-e- ne peut pas être la principale figure d'une des composantes de notre rassemblement car elle ne symboliserait pas sa diversité. Ce qui ne serait pas le cas de José Bové, figure populaire du mouvement social et animateur reconnu de l'altermondialisme.

La désignation doit intervenir lors de la prochaine réunion nationale des collectifs qui aura lieu les 8 et 9 Décembre. La procédure prévue est celle du double consensus des collectifs et des organisations. Force est de constater qu'il sera difficile à obtenir. Mais comme il est necessaire d'aller au bout du processus engagé et de parvenir à des candidatures communes de l'ensemble de la gauche alternative – et nous souhaitons toujours que la LCR en tant que telle y prenne toute sa place – il faut tout faire pour y arriver. En effet seule cette perspective est à même de rompre le scénario annoncé du face à face entre une droite dure et une gauche molle avec Le Pen en embuscade. ■

Henri MERME

SOCIAL

SNCF

Grève nationale unitaire

Entretien avec Jean Gasnier, militant de la CGT Cheminots et adhérent des Alternatifs

Rouge & Vert : CGT, SUD Rail, FO et FGAAC appellent ensemble à une journée de grève le 8 novembre prochain. Peux-tu nous indiquer les motifs et objectifs ?

Jean Gasnier : Les organisations syndicales signataires de cet appel veulent rappeler leur opposition au plan FRET, dit plan Véron. Nous voulons aussi mettre l'accent sur les salaires et l'emploi, en lien avec le service public dans toutes ses composantes TER, Grandes Lignes, et Fret.

En fin, depuis quelques semaines, Fillon, Sarkozy et la droite parlementaire ont remis sur le devant de la scène les régimes spéciaux de retraite, dont celui de la SNCF. Leur objectif c'est clairement de remettre en cause le régime général sur le métier et de faire admettre que les salariés doivent faire toujours plus d'efforts – c'est-à-dire travailler plus longtemps - pour avoir droit à une retraite décente.

A la SNCF, la volonté de diminuer la masse salariale se traduit d'ores et déjà par des détériorations des conditions de travail, auxquels s'ajoutent la mise en place des méthodes de management basées sur la culture d'objectif à atteindre et des rendez-vous réguliers avec l'encadrement de proximité pour mettre la pression sur chaque agent.

Le projet industriel 2006/2008 pour le fret entérine les ravages de la priorité donnée à la route en matière de transport de marchandises (il faut savoir que le gouvernement s'apprête à autoriser la circulation des poids lourds de 44 tonnes contre 40 tonnes actuellement !) et recentre l'activité sur le plus rentable en abandonnant le reste. Selon la CGT, le transport de fret SNCF ne devrait pas dépasser les 38 milliards de tonnes en 2006, contre 48 milliards de tonnes en 2003.... avant la mise en place, déjà sous la houlette de Marc Véron, directeur général délégué du fret SNCF, d'un premier plan-fret 2004/2006 censé relancer ce mode de transport de marchandises.

La Commission européenne veut rapidement une concurrence sur les voies ferrées. Pour Sud rail « Gallois – l'ex- PDG de la SNCF aujourd'hui propulsé Président d'Airbus, mais Mme Idrac poursuit la même politique - obéit à la demande de l'Europe de diminuer le trafic de 10% d'ici 2006 pour laisser de la place à la concurrence. Il envisage une hausse à partir de 2007 .... avec des moyens fortement diminués et une concurrence renforcée de la route avec l'ouverture de l'Europe. Le projet industriel 2006/2008 pour le fret s'inscrit dans le modèle économique libéral. Gallois affirme d'ailleurs qu'il n'a pas pour vocation le rééquilibrage intermodal ! C'est désormais la recherche de l'équilibre financier du fret. Le résultat est là : 500 000camions de plus sur les routes, à mi-parcours du plan Véron ».

Pour les Alternatifs, l'évolution des transports et de la SNCF sont un enjeu de société. Le transport du fret doit être reconnu comme une activité de service public. Il doit être régulé, non par le marché et le moins-disant social et environnemental qu'il promeut, mais par une politique de complémentarité des modes de transport. Cela exige la fin de la sous-tarification actuelle du transport de marchandises et le maintien et le développement des infrastructures fret (triages et gares). C'est pourquoi nous demandons l'abandon du plan Véron basé exclusivement sur la baisse des coûts et soutenons la mobilisation des cheminots et de leurs organisations syndicales. ■

Grève nationale unitaire à La Poste mardi 14 novembre.

Les syndicats SUD, CGT, FO, CFDT et CFTC de La Poste appellent les postières et les postiers à une journée nationale de grève et de manifestations le mardi 14 novembre. La directive européenne présentée le 18 octobre dernier par le commissaire au marché intérieur, M.MacCreevy, annonce en effet l'ouverture totale du secteur postal à la concurrence au 1er janvier 2009, faisant peser de graves menaces sur le devenir du service public postal et sur l'avenir de son personnel.

Pour SUD PTT, *« si on se réfère strictement aux études sur lesquelles s'est basée la Commission pour proposer l'ouverture totale du marché dès le 1er janvier 2009, cette libéralisation aura pour conséquences directes pour les usagers et le personnel la fin de la péréquation tarifaire, l'augmentation des tarifs aux particuliers, des milliers de suppressions d'emplois, une égalisation par le bas des statuts et le développement du travail intérimaire et du temps partiel ».* Rien de moins. Soulignons aussi qu'au-delà de l'ouverture à la concurrence, c'est au statut public de La Poste que s'attaque la commission européenne.

Le PDG de la Poste, Bailly, qui s'est déclaré *« pas opposé à la libéralisation totale du marché»,* et partisan *«d'une libéralisation concertée et bien pensée, qui allie l'efficacité de la concurrence au développement d'un service public contemporain »* (sic), s'est d'ores et déjà lancé dans des réorganisations d'envergure dans ce but : fermetures des centres de tri et de bureaux de poste, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois programmés d'ici 2010 dans l'ensemble des secteurs de l'entreprise publique, dont 30 000 sur 100 000 pour la seule distribution postale, politique salariale indigente, etc...

Alors que les mobilisations se multiplient tant à la distribution qu'à l'acheminement postal (cf *Rouge & Vert* n°246), cette journée unitaire de grève du mardi 14 novembre et les manifestations qui la marqueront seront l'occasion de dire non à la libéralisation et à la privatisation, dire non aux restructurations, qui entraînent des milliers de suppressions d'emplois et dégradent le service public dans tous les secteurs (services financiers, bureaux de poste, colis, etc...).

C'est un enjeu qui, bien au-delà des seul/e /s postiers et postières, doit recevoir le soutien actif de tous les antilibéraux. ■

Julien DOUILLARD

à la SNCF le 8 novembre

R&V : Ces dégradations des conditions de travail se traduisent-elles concrètement sur l'entretien des réseaux ?

JG. : La séparation du réseau ferré de la SNCF n'a pas amélioré l'endettement global du système ferroviaire. Aujourd'hui Réseau Ferré de France n'a d'ailleurs pas les moyens en capital pour conserver l'ensemble du réseau en état. Les discussions annuelles avec la SNCF pour entretenir le réseau se traduisent, au mieux, par un maintien en francs constants du budget d'entretien. Cela a des conséquences directes sur le vieillissement du réseau, entraînant un appel croissant à la sous-traitance et des conditions de circulation sur certaines lignes qui se détériorent même avec une réduction de la vitesse.

R&V : L'ouverture à la concurrence du fret est en train de devenir réalité. Quelles en sont les conséquences pour les cheminots ?

JG. : L'ouverture à la concurrence est une réalité depuis le mois 2006. Dans l'ouest nous avons 2 trafics qui ont subi cette concurrence : le transport de céréales entre les régions productrices et les usines de GOUESSANT en Bretagne et le trafic de matériaux de carrière entre le Thouarsais et la région parisienne par une filiale de la COLAS. Dans les 2 cas une des raisons invoquées est le coût des agents de conduite et la rigidité de notre réglementation du travail. D'ores et déjà le nombre d'agents de conduite sur les Pays de la Loire a baissé. Mais, pour notre direction, cela ne suffit pas. La déqualification des emplois de conducteurs et la remise en cause de notre réglementation du travail sont à l'ordre du jour dans les réunions paritaires.

R&V : Comment est aujourd'hui vécue par les cheminots la séparation entre SNCF et RFF ? Cela pose-t-il des problèmes spécifiques pour les organisations syndicales pour réaliser des mobilisations unitaires des cheminots ?

JG. : La séparation de RFF de la SNCF est déjà de l'histoire ancienne, 1996. Une partie non négligeable des embauches a eu lieu en 1999/2000, lors de la mise en place des 35 heures. Mais, même si les organisations syndicales continuent de revendiquer la réunification du système, ce message n'est pas mobilisateur. Par contre, la création de RFF et la mise en place du péage pour toutes les circulations ferroviaires, mais aussi pour les arrêts en gare, va être un frein au développement des offres de transport qui ne sont pas rentables. Enfin les cheminots, dans leurs luttes, ne peuvent agir qu'en direction de la SNCF ou du gouvernement, mais en rien contre le propriétaire de l'infrastructure qui est pourtant …/…

Les pauvres sont sur les dents

0,6% 0,6 % des bénéficiaires de la Couverture maladie universelle sont refusés par les médecins généralistes du secteur 1 mais la proportion monte à 16,7 % chez les médecins généralistes du secteur 2. Ca monte à 39% chez les dentistes et même 41 % chez les spécialistes, selon un rapport du « Fonds Couverture maladie universelle » du mois de juin, comme le rappelle la Lettre de l'Observatoire des inégalités. Vous comprenez pourquoi les pauvres ne sourient pas de toutes leurs dents quand ils passent à la télé? En fait, c'est parce qu'ils ne sourient pas qu'ils ne passent pas à la télé. ■

Arsène ALTÉRÉ

Elle est pas belle, ma concurrence?

Depuis le temps qu'on nous rebat les oreilles des bienfaits de la concurrence, ça vaut la peine de s'arrêter un instant sur un article du pas-du-tout-gauchiste mensuel Enjeux de septembre 2006. Sous le titre « Electricité : une si chère concurrence », on nous rappelle les résultats du marché « dérégulé » de l'électricité en France: en cinq ans, le prix moyen sur le marché régulé (EDF, le marché classique) a augmenté de 10,6% et le prix moyen sur le marché dérégulé a augmenté de 75,6% et atteint 87 euros par mégawatt. C'est au point qu'un certain nombre d'entreprises qui avaient cru rentable de quitter EDF (« vilain monopole d'Etat », hou, hou...) en sont à supplier qu'on les laisse revenir . ■

Hector H.

…/… un des acteurs principaux dans l'offre de transport ferroviaire par la qualité et la capacité du réseau ferré.

R&V : Les questions des services publics et du développement durable sont au cœur des débats actuels de la société française. Les atouts du rail et la qualité du réseau français ne risquent-ils pas d'être sacrifiés sur l'autel du libéralisme ?

Comme je le disais auparavant le système ferroviaire français a vu son endettement au moins maintenu depuis la création de RFF. Dans les contrats de projets entre l'Etat et les Régions, le gouvernement veut que les infrastructures dites secondaires soient aussi financées par les Régions. Le désengagement de l'Etat continue donc et met les Régions dans des situations inégalitaires. Cette politique française est amplifiée par la remise en cause du livre Blanc de Bruxelles qui permettait de rééquilibrer les aides européennes en faveur du Rail mais aussi par la volonté de mettre en place la directive Bolkestein.
Les premières conséquences que nous voyons poindre c'est l'arrêt, dans les années à venir, de la création de kilomètres-train dans les TER alors que les besoins sont loin d'être couverts aujourd'hui. Les usagers savent choisir les transports collectifs lorsqu'il y a amélioration de l'offre et du confort avec des prix qui correspondent à leur budget. Si nous prenons l'exemple des Pays de Loire, l'augmentation de la fréquentation est de plus 9% en 2005 et de près de 12% pour le premier semestre 2006. Allons-nous accepter que le tout libéral mette un coup d'arrêt à ces changements de comportement ?

R&V : Quelles suites vois-tu à la journée du 8 ?

Le 8 novembre est une bataille cheminote. J'y vois 2 suites possibles :
- la première, au niveau national, par des actions de l'ensemble des salariés du rail et pas seulement celles et ceux de la SNCF, mais aussi, au niveau européen, pour imposer la création d'un statut qui soit au plus proche de celui des entreprises historiques des chemins de fer.
- la deuxième, c'est bien sûr la question des services publics. En lien avec la population et les associations de consommateurs, il nous faut imposer la prise en compte réelle du vote NON de 2005 contre le projet de constitution européenne. Ce n'est pas la moindre responsabilité de la gauche antilibérale que d'y contribuer activement. ■

ÉCOLOGIE

ORTIE

Poussons la désobéiss

Non, ce n'est pas Biocybèle 3ème partie ! A cette époque, sur la foire, personne ne savait qu'une loi d'orientation agricole N° 2006-11 avait été votée en catimini le 05-01-06[1]. Loi scélérate car c'est une nouvelle attaque contre l'agriculture bio, celles des professionnel(les) et la vôtre, jardiniers amateurs ! En faisant des écrits de notre mémoire collective des écrits subversifs, la loi crée une grave atteinte à la transmission des savoirs. Les lobbies de l'industrie des pesticides et des engrais

Après
Le procès

Après le naufrage de l'ERIKA, plusieurs dizaines d'organisations associatives, syndicales, politiques et des milliers de citoyens ont fait confiance aux Collectifs Marée Noire de Nantes et à la Coordination Marée noire des collectifs du littoral atlantique pour organiser la protestation collective « Nantes, noire de monde » le 5 février 2000.
Nous étions tous unanimes pour rappeler que les marées noires ne sont pas des fatalités mais le résultat de cette logique libérale qui, au travers de la complaisance des administrations et des gouvernements, tolère les sociétés écrans, la marchandisation des personnels et donne de

Rouge & Vert : Peux-tu nous dire où nous en sommes du procès de Total concernant l'Erika ?

Christian HAZEBROUCK : Ce procès, que nous sommes nombreux à demander depuis près de sept ans, va s'ouvrir du 12 février au 13 juin 2007, quatorze personnes morales et physiques sont prévenues, dont la Société TOTAL FINA ELF, de pollution maritime et/ou mise en danger d'autrui.

R&V : Le report du procès qui était initialement prévu pour la fin 2006 est-il susceptible de modifier la donne ?

C.H :Non, la durée du procès, quatre mois, nécessitait sans doute de choisir une période convenant à toutes les parties en présence. L'instruction bien menée et close depuis un bon moment par Madame la Juge de Talencé doit permettre de mettre en évidence les responsabilités des prévenus.

R&V : Quels seront selon toi les enjeux sur le plan technique mais aussi politique de ce procès ?

C.H : On ne peut douter que ce procès fera l'objet d'un large débat dans la société civile. Ce procès devra être exemplaire, avoir une valeur éducative et un effet dissuasif pour l'avenir. Il devra révéler les causes réelles de la catastrophe, établir la vérité, faire que justice soit rendue, les coupables punis et les victimes rétablies dans leurs droits et indemnisées. Il peut très certainement faire évoluer la jurisprudence et par suite la loi autour des questions de délinquance environnementale. On peut espérer

ance civile jusque dans l'ortie culture !

pèsent sur la démocratie en bouclant le parlement, font une main-mise sur le vivant qui appartient à nous tous, et à personne.
En résumé : «sont interdits de mise sur le marché l'utilisation, la détention par l'utilisateur final des produits phytopharmaceutiques[2] s'ils ne bénéficient pas d'une autorisation de mise sur le marché ou d'une autorisation de distribution pour expérimentation.» L'article L253-7 précise que «la publicité commerciale et toute recommandation pour les produits phytopharmaceutiques ne peuvent porter que sur les produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché.»

Pour les cultures bio, cela concerne tous les purins de plantes : ortie, prêle, consoude, sureau, fougère le savon noir dilué !

A ma connaissance, les organismes étatisés ont mené trois attaques avec une célérité trahissant que de gros intérêts financiers privés sont en jeu. Ce printemps, pour avoir annoncé sur l'antenne la 11ème fête de l'ortie et des plantes sauvages, "Orties Folies", le nouveau jardinier de France Inter, Alain Baraton, a reçu *«un email non signé, mais les termes employés faisaient comprendre que la personne qui m'écrivait "amicalement" était compétente en la matière, où effectivement à partir du 1er juillet 2006, le simple fait de parler du purin d'ortie pouvait me valoir quelques ennuis avec les autorités de la justice. Le simple fait de donner à l'antenne la recette du purin d'ortie me mettrait hors la loi. Menacer une personne qui ne fait que donner une recette qui est dans tous les manuels d'horticulture, dans toutes les revues de jardinage, je crois que c'est un peu excessif. Il en va aussi tout simplement de la liberté d'expression »*[3]. Effectivement, sur les foires bio, ces livres ne manquaient pas ! Et c'est bien deux pages de notre mémoire collective qui ont été écrites par les jardiniers lecteurs de la revue Les Quatre Saisons du Jardinage en 2004 et 2005. Ils ont expérimenté les effets du purin d'ortie sur les tomates suivant des protocoles scientifiques rigoureux. Les résultats figurent dans les N°145 et 151.

Ont été perquisitionnés, car co-auteurs du livre *"Purin d'orties et Compagnie"* chez Terran (préfacé par Michel Liss, l'ex jardinier de France Inter): Eric Petiot, paysagiste élagueur, formateur et animateur de stages (qui a sauvé de la mineuse les marronniers parisiens en une seule pulvérisation de sa composition, là où la chimie a échoué). Ses documents de stage ont été saisis ; Bernard Bertrand, écrivain paysan, qui nous dit dans "Là bas si j'y suis"[3] : «j'écris des livres depuis une dizaine d'années sur les savoirs populaires et traditionnels et la transmission de toutes les recettes que l'on a accumulées au fil des générations et que l'on améliore parce que les savoirs populaires, c'est fait pour évoluer, faut que ce soit vivant. on veut faire en sorte que tout soit marchandise, on veut tout pouvoir breveter, donc on isole une molécule. Si les agrochimistes peuvent isoler une molécule du purin d'ortie, ils vont la breveter. Et après, on n'aura plus le droit de fabriquer son purin soi-même»

Va-t-il falloir que je refile mon ADN pour ces quelques lignes? ■

Claude COQBLIN

(1) pour télécharger : http://mdrgf.c.topica.com (Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures)

(2) Etudes et préparations des produits destinés aux traitements des maladies des plantes

Phytothérapie : traitements des maladies par les plantes

(3) interviews dans "Là bas si j'y suis" Oct.06

l'Erika de Total

plus en plus de droits aux groupes industriels et financiers au détriment des populations et de l'environnement. Suite au Mémorandum élaboré en 2000 par toutes les organisations, une association « Les Amis du Collectif Marée Noire » s'est créée fin 2000 pour se porter partie civile dans cette affaire.

Entretien avec Christian HAZEBROUCK, Président de l'association des amis du collectif anti-marée noire.

R&V : Vous lancez maintenant une campagne de soutien au collectif, comment nous, simples citoyens, pouvons-nous participer ?

C.H : Nos moyens propres (adhésions, vente militante) aujourd'hui ne nous permettent pas d'envisager les services d'un ou plusieurs avocats pendant la durée du procès. Seul le soutien des citoyens et des collectivités territoriales nous permettra une action en justice conforme aux vœux de tous ceux qui ont signé des pétitions après la catastrophe, cela nous semble légitime et répondrait aux exigences de la démocratie.

C'est pourquoi une carte postale ayant pour thème « ERIKA – Pour une justice sans boulette » est à disposition de tous ceux qui la demandent au prix de 2 euros et pour tout soutien il faut s'adresser au 06 08 54 41 04 ou au 02 40 20 56 03. Merci par avance pour vos encouragements. ■

Propos recueillis par Rémy Querbouet

qu'il pourra servir à l'élaboration, par les responsables politiques de l'Union Européenne, de nouvelles mesures préventives dans le domaine maritime.

ÉCOLOGIE

OGM

La lutte contre les OGM

Paysans et citoyens face à une offen

Les Alternatifs participent activement à la lutte anti-OGM. Cet engagement est renforcé par le caractère éminemment politique de cette lutte, en raison : de l'ampleur des enjeux et des conflits qu'elle soulève, ce qui en fait un excellent révélateur des problèmes et du fonctionnement de la société capitaliste mondialisée, et des reculs imposés aux firmes multinationales et aux Etats qui commercialisent les OGM ou les soutiennent.

La lutte actuelle en France et notre opposition, centrées sur les essais en plein champ et les perspectives de développement de la culture des plantes OGM, reposent en effet sur de nombreuses composantes de la question des OGM. Celle-ci est marquée, dans un contexte de libéralisation, par une offensive très forte de complexes scientifiques et industriels, nationaux et internationaux, appuyée par l'Etat de façon variable selon les pays.

Cette offensive multiforme aux différents stades de mise au point et d'utilisation des OGM repose sur un bilan extrêmement modeste et des promesses d'avantages agronomiques (réduction des traitements et des coûts) et économiques (réduction de la faim...), toujours non réalisées :

Avantages actuels :
- quelques gains pour des firmes et quelques producteurs, notamment du continent américain.

Inconvénients :
- domination de quelques multinationales de l'agro-industrie et privatisation du vivant ;
- contamination des cultures et des produits non OGM ainsi que d'espèces sauvages ;
- 85 % des surfaces OGM, avec dominante du soja, servent à l'alimentation animale et favorisent l'artificialisation (techniques dépendant de plus en plus de l'industrie) des élevages et de l'ensemble de l'agriculture, au détriment de l'agriculture familiale et de l'alimentation, avec dégradation des sols et de l'environnement ;
- pollutions avérées ou risques, tenant en particulier au caractère aléatoire de la technique de mutation génétique (voir encadré).

Cette offensive se heurte en Europe, en France surtout, mais aussi dans d'autres pays, à une résistance des paysans et des citoyens et de certains responsables politiques et de chercheurs.

Au-delà des risques agricoles (contamination notamment), environnementaux et médicaux qui justifient à eux seuls l'opposition aux OGM, la nature très politique de la question des OGM repose sur trois aspects :

1/ Le développement des OGM, entraînant une véritable révolution dans les processus de production et dans le pouvoir de quelques firmes, la lutte anti-OGM constitue une véritable lutte anti-capitaliste,

2/ Cette lutte amène une très intéressante prise de conscience et une contestation des modes de décision et des orientations en matière de développement. Cette prise de conscience s'accompagne aussi de la remise en cause des orientations de la recherche, des rapports du public et du privé, du rôle de l'expertise, ...

3/ La question des OGM débouche, comme celle de l'énergie et d'autres, sur les questions de la démocratisation des choix technologiques et économiques à long terme et des rapports entre le marché et le politique.

Eléments sur la transgénèse

• Qu'est-ce qu'un OGM (organisme génétiquement modifié) ? :
« Un OGM est un organisme, à l'exception des êtres humains, dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement par multiplication et ou recombinaison naturelle ». (Directive UE 2001/18).

• Comment l'obtient-on ?
Cette modification résulte de l'insertion d'une construction génétique dans le génome (ensemble des informations génétiques) d'un organisme vivant. Cette construction comporte 3 éléments (gènes) issus d'un (ou plusieurs) autre(s) organisme(s) (bactérie, champignon, plante, animal) : le gène d'intérêt (ex : résistance à un herbicide), le gène chimère nécessaire à l'expression du gène d'intérêt et d'un gène marqueur qui permet de vérifier que le transfert a réussi. Ces 3 gênes sont réunis dans un plasmide (partie de cellule) multiplié dans un milieu de culture puis inséré dans les cellules de l'organisme hôte, cultivées ensuite in vitro, puis multipliées. Ces différentes phases ont un caractère très aléatoire, générateur de risques.

• A noter :
le franchissement de la barrière naturelle des espèces et l'utilisation de plusieurs gènes ; en particulier le risque d'accoutumance aux antibiotiques avec le maïs OGM Bt résulte du gène marqueur introduit dans ce maïs. De tels marqueurs sont depuis 2003 interdits pour les variétés cultivées, et devraient l'être pour la recherche dès 2006.

, une lutte politique...

sive du capitalisme libéral mondialisé

Sur ces bases notre position est la suivante :

- Refus de toute utilisation agricole d'OGM en l'absence d'une nette supériorité de ses avantages collectifs sur ses impacts négatifs prévisibles,

- Refus de la pénalisation technique et juridique des paysans opposés aux OGM et maintien de leur autonomie notamment en matière de semences ; refus de la loi transposant en droit français la directive de 2001, car elle autorise l'extension des OGM sans contrôle suffisant et sans reconnaître la responsabilité des producteurs d'OGM,

- Refus des essais en plein champ tant que les avantages et l'absence de risques de contamination ne sont pas avérés ; face à ces essais, la participation aux actions des « faucheurs » relève d'un choix individuel, avec conscience des risques encourus.

- Refus de tout brevet sur le vivant et appui au protocole de Carthagène sur la protection de la biodiversité ;

- Poursuite de la recherche publique sur le génome et ses applications après évaluation collective ; les destructions des essais des centres ne peuvent se justifier qu'en l'absence de débat public sur les orientations,

- Poursuite à un bon niveau des recherches publiques sur des voies non OGM d'amélioration des plantes et des techniques, y compris avec maintien des variétés anciennes ; développement de cette recherche publique sur les risques encourus avec les OGM ;

- Organisation d'un réel débat démocratique et contradictoire, fondée sur une information objective des citoyens, débouchant sur un référendum.

Notre position peut donc se formuler ainsi :

• Possibilité de recourir ultérieurement aux OGM si utiles et sécurisés à tous les stades, sans brevets et sans exclusive vis-à-vis des autres voies d'amélioration des plantes et des techniques dans le cadre d'un autre type de développement,

• En l'attente de ce résultat, participation aux luttes anti OGM, comme axe structurant de l'altermondialisme et de l'alter-développement.

CETTE OPPOSITION AUX OGM S'ARTICULE AUTOUR DE TROIS THEMES

Au sein d'une lutte anticapitaliste à un stade économique particulier, nous nous opposons à la domination de quelques firmes, aux contaminations, et aux pollutions, et nous nous appuyons sur le bilan dérisoire des 10 premières années de production à base d'OGM.

Non à la domination de quelques firmes

Le contexte capitaliste

Les complexes scientifiques et industriels, nationaux et internationaux, à l'offensive pour le développement des OGM, se sont développés grâce d'une part à l' évolution scientifique marquée à la fois par les découvertes en biologie moléculaire et par les avancées en informatique (à elles deux, elles ont permis la mise au point de la transgénèse), d'autre part à une nouvelle phase d'accumulation/restructuration de deux secteurs clefs du capitalisme : la pharmacie et l'agrochimie, alliées avec le secteur des semences. S'y ajoute, pour certains pays, la recherche de marges de compétitivité pour leur agriculture. Ces complexes ont aussi bénéficié de la libéralisation dans le cadre de l'OMC avec l'accord sur l'agriculture et l'accord ADPIC2.

Ce contexte explique en partie la pression exercée par les multinationales, américaines ou européennes, et l'importance des regroupements qui ont eu lieu dans les années 90 pour associer agrochimie + pharmacie + semences débouchant en 1998 sur 10 multinationales combinant 2 ou 3 de ces activités et réalisant chacune plus de 5 % du chiffre d'affaires (CA) de l'agrochimie au niveau mondial. Mais en raison du niveau de risques et de la faible rentabilité de la chimie, on a assisté depuis 98 à une restructuration « à l'envers » conduisant, fin 2002, à 6 entreprises réalisant chacune plus de 5% du CA de l'agrochimie et disposant toutes d'un secteur semences OGM : SYGENTA, BAYER CROP SCIENCES, MONSANTO, BASF, DOWN agroscience, DUPONT. Deux de ces entreprises (Sygenta et Monsanto) font également partie (avec PIONNER et LIMAGRAIN) des 7 entreprises qui réalisent 23 % du CA mondial des semences, dans un secteur qui, à côté, reste très morcelé. Les dernières restructurations marquent une volonté d'élargissement de l'offre du côté des légumes et de la betterave.
Ces entreprises ont ainsi capacité et intérêt à promouvoir la libéralisation des échanges, de nouvelles règles (brevet...) et un modèle productif qui leur sont favorables.
Cette nouvelle phase du productivisme, encore au stade initial, se caractérise à la fois par un nouveau paradigme technologique (combinaison semences et traitements chimiques) porteur de nouveaux rapports entre les firmes d'amont et les agriculteurs et par la recherche de l'extension à l'échelle du monde de cette technologie comme source de pouvoir,

de profits et de réduction (à confirmer) des coûts (directs et de structure) pour certaines productions agricoles de base (coton, soja, colza, maïs plus, éventuellement riz, blé, betterave).

Cette offensive économico-scientifique s'inscrit aussi dans le capitalisme de plus en plus autoritaire que nous connaissons : fortes condamnations face aux oppositions qui s'expriment (notamment à l'encontre de responsables de la Confédération paysanne et de la structure syndicale).

Cette situation explique l'importance et l'enjeu du principal fondement de notre opposition : la domination exercée par quelques firmes.

Les conséquences de la domination de quelques firmes

Cette domination est rendue possible par leur poids économique à l'échelle mondiale : part de marché, taille, poids dans la recherche et capacité de lobbying.

Ce poids économique est renforcé par la capacité à s'entendre avec certains groupes d'agriculteurs et avec des entreprises du négoce et des banques pour créer des filières OGM.

C'est en partie de cette façon que s'explique le développement du soja OGM en Amérique latine et dans le monde. Le soja OGM développé par Monsanto (roundup ready, résistant à l'herbicide) occupe 60 % des surfaces ensemencées en soja dans le monde et jusqu'à 90 % aux USA et en Argentine. Au Brésil, les surfaces de soja OGM ont doublé entre 2004 et 2005 pour atteindre 10 millions d'ha.

Ce poids s'explique aussi par le paquet technique (semences et herbicide propriété de la même firme) que représentent les OGM résistants aux herbicides (soja et colza) qui représentent 65 % des surfaces.

Les firmes productrices de semences OGM tentent d'imposer de nouvelles obligations aux agriculteurs les utilisant : paiement d'une redevance et interdiction de réutiliser les graines produites comme semence, a fortiori de les vendre. Ce « droit » aboutit à un réel contrôle de la part de MONSANTO, y compris avec demande de délation, et à des pénalités comme c'est le cas au Canada, ce qui a constitué une des causes de rejet du blé MONSANTO par les agriculteurs canadiens. Mais ce droit, non encore stabilisé, est actuellement contourné de 2 façons : par les agriculteurs de l'Argentine et du Brésil qui utilisent des semences sans payer la redevance (d'où une offensive de MONSANTO de faire payer des coopératives sur place ou les importateurs !) ou par l'Etat Chinois qui a mis au point ses propres variétés de coton accessibles sans redevance.

En amont, ce poids est accru par le système de brevet sur les OGM produits. Avec ces brevets, c'est l'hérédité elle-même qui devient propriété du détenteur du brevet, au travers de la modification de la molécule d'ADN. Chaque acte et chaque produit du génie peuvent être ainsi brevetés en vue d'une utilisation scientifique, industrielle et commerciale. La privatisation par le brevet touche donc non seulement la matière vivante mais aussi sa faculté de reproduction et de connaissance qui s'y rapporte. Ainsi les enjeux sont considérables, en particulier: monopoles de quelques firmes sur les principales espèces cultivées, appropriation par ces firmes de connaissances et d'usages antérieurs (par biopiratage ou non), perte d'autonomie des paysans sur leurs semences, perte de la biodiversité.

Cette puissance permet aux firmes d'exercer différentes pressions sur les agriculteurs, les gouvernements, sur les systèmes de recherche (codécision des programmes en lien avec les financements privés ...), sur les instances internationales (même si le dernier jugement de l'OMC vis-à-vis de l'UE est moins dur que souhaité par les USA). Surtout, aux pressions licites dans les pays riches, s'ajoutent des pressions illicites dans les pays du Sud : usage d'OGM dans l'aide alimentaire, tentative de diffusion de variétés OGM interdites comme en Inde...

Cette stratégie et cette capacité des firmes favorables aux OGM contribuent à renforcer les systèmes agro-industriels au détriment des agricultures familiales: accroissement des achats à l'amont et de l'ensemble des échanges, spécialisation, implantation d'entreprises et de nouvelles techniques dans les pays du Sud. Ces processus sont particulièrement à l'œuvre avec le soja qui en Amérique latine favorise l'agrobusiness au détriment des paysans et des milieux et ... le développement de l'élevage industriel au Nord.

Refus des contaminations

Les cultures OGM et les essais en plein champ menacent les systèmes sans OGM et un certain nombre de plantes sauvages. Ces menaces résultent soit de la diffusion des pollens soit du mélange des récoltes, les deux étant très difficiles à éviter. Elles concernent les agriculteurs qui auront du mal à conserver des cultures indemnes d'OGM et qui risquent de se retrouver malgré eux avec des plantes résistantes aux herbicides, quand ils ne se retrouvent pas eux-mêmes condamnés pour usage interdit d'OGM (condamnation d'un producteur canadien à la demande de Monsanto). En France, le projet de loi en débat au parlement apparaît très insuffisant en termes de protection des systèmes sans OGM et de responsabilité des pollueurs.

Les consommateurs sont eux aussi concernés malgré les règles d'étiquetage : risques ponctuels de mélanges de lots, menaces à long terme sur les systèmes fournissant des produits de qualité (agri bio ou autres).

Ces menaces sont également graves pour l'environnement, notamment dans le cas du colza, beaucoup de plantes sauvages pouvant être fécondées par du colza OGM et devenir résistantes. Il y a aussi risque de modification du génome de certaines plantes comme le maïs au Mexique. La contamination de bactéries du sol est aussi envisagée.

Les contaminations, impossibles à éviter malgré les précautions prises et les contraintes imposées aux agriculteurs, représentent un danger de banalisation des OGM et par là une pression en faveur de leur adoption.

Une des questions majeures porte sur l'ampleur des conséquences (y compris juridiques) qu'aurait chez les producteurs refusant les OGM le développement des OGM chez ceux qui l'acceptent.

Refus des pollutions
(risques environnementaux
et médicaux)

Outre celles relevant des contaminations, les pollutions avérées ou les risques en matière d'environnement sont les suivants :
- Développement de l'usage de l'herbicide round up en lien avec le soja OGM : c'est le même herbicide qui est utilisé et à dose plus élevée sur de plus en plus de surfaces,
- Production en continu d'insecticide par les plantes OGM anti-insectes (maïs, coton),
- Dégradation des sols.

Au plan médical, il s'agit principalement de risques potentiels étayés et plausibles relevant du principe de précaution. Ce principe doit être appliqué de façon rigoureuse : d'une part, plusieurs travaux scientifiques récents révèlent de nouveaux risques y compris en alimentation animale; d'autre part, les études toxicologiques, majoritairement conduites par les entreprises, sont peu poussées. Ces risques sont de plus liés au côté aléatoire de la transgénèse et aux risques de mutation (recomposition) de protéines.

LES OPPOSITIONS

En France, l'opposition, largement développée à partir de la première opération de fauchage en 1997, « les 3 de saint Georges », et de la campagne de la Confédération paysanne, va de l'action des «faucheurs» au refus plus ou moins explicite des consommateurs, en passant par différentes formes de mobilisation de chercheurs, de groupes et collectivités (régions ou communes sans OGM ...) d'associations, de syndicats, de formations politiques.

Au plan international, à partir de situations contrastées selon les pays, la lutte est menée par les paysans (via Campesina principalement) et par quelques ONG : Greenpeace, Les amis de la terre... A noter la campagne originale liant l'Amérique latine et la France contre le développement du soja OGM (www.sojacontrelavie.org). Si l'ampleur de l'opposition aux OGM reste une spécificité française, on peut noter un renforcement des oppositions dans plusieurs pays européens. Au Sud, l'opposition est importante en Inde.

Cette opposition multiforme est également diverse dans ses fondements. L'opposition aux OGM, fondée globalement sur un bilan défavorable, passe aussi par plusieurs entrées de l'ordre du philosophique (strict respect de la nature), du biologique, de l'économique, du politique :
- aversion aux risques, agronomiques, environnementaux et sanitaires, avérés ou non ;
- refus d'un élément du système économique actuel (une lutte anticapitaliste?) autour des points suivants : brevets, monopole de quelques firmes, «progrès» inutile qui concurrence d'autres systèmes plus satisfaisants, processus d'information et de décision souvent biaisés, les décisions en matière d'OGM étant perçues comme autoritaires face à une opinion hostile pour le cas de la France.
- refus de la mainmise sur les semences des principales espèces cultivées par quelques firmes, entraînant de graves conséquences en raison de leur pouvoir sur une ressource vitale.

Globalement, la force de l'opposition, toujours dans le cas français, provient de la convergence d'oppositions, particulières ou systématiques, face à un ennemi bien identifié (les firmes multinationales de l'agrochimie) dont les choix concernent le vivant, l'environnement, l'alimentation, la santé, dans un contexte idéologique et politique particulièrement sensible sur tous ces points.

Le refus politique des OGM repose donc sur quatre points :

1/ Le refus d'une certaine orientation de la recherche et une conception du « progrès scientifique », celui symbolisé par le refus de la brevetabilité du vivant,

2/ La défense du statut du paysan et la revendication du droit à la souveraineté alimentaire,

3/ La volonté que chacun puisse peser sur les grands choix technologiques (information des citoyens, débat public...) pour ne pas devoir semer ou consommer des plantes que ni les agriculteurs ni les consommateurs ne veulent,

4/ Le refus, pour la France, l'Europe et le Monde, du type de société imposé par les logiques de profit pour son remplacement par une société basée sur une logique de progrès humain.

Il s'agit donc bien d'un refus de la culture OGM en plein champ (essais compris) dans l'état actuel des connaissances et non du refus d'une recherche publique en génie génétique, avec l'exigence d'un débat public et pluraliste avant toute extension des autorisations.
Pour conclure, des éléments de bilan sur deux plans :

• Au plan agricole, il semble que l'implantation des OGM soit acquise sur le continent américain et qu'elle est peut-être en train de se réaliser en ASIE via le coton et sans doute le riz, mais avec des situations contrastées, par exemple entre la Chine et l'Inde. L'incertitude demeure par contre pour les continents africain et européen où le développement est beaucoup moins rapide.

• Au plan politique si le souhait, de plus en plus fort et répandu d'un monde sans OGM, semble désormais relever de l'utopie, plusieurs résultats positifs peuvent être mis au bénéfice des oppositions :
- ralentissement de la production et de l'utilisation des OGM,
- apports sur des question de société (choix technologiques et formes de développement ...) et politiques, notamment en France,
- renforcement aux plans idéologique et concret du front anticapitaliste et du mouvement altermondialiste. ■

Michel BUISSON
Pour la Commission Agriculture
et Alimentation

LE RAPPORT DE L'IFEN[1] EST PARU

Quatre ans après, l'IFEN (Institut Français de l' Environnement) vient de publier un nouveau rapport sur l'environnement en France, un pavé de 500 pages, résumé en une synthèse de 26 pages, qu' on peut consulter sur Internet[2].

Disons-le tout net: la lecture de ce rapport n'a rien de réjouissant. Si 22% des Français placent l'environnement en tête de leurs préoccupations, ils ont beaucoup de difficultés à mettre en pratique leurs convictions. C'est ainsi que la quantité de déchets reste élevée: 353 kg par personne et par an. Un Français utilise en moyenne 160 l d'eau par jour. La consommation en énergie augmente pour l'habitat et les bâtiments à usage professionnel, la mobilité est croissante. Quant aux habitudes alimentaires, elles subissent la forte influence de la publicité et de la mondialisation, et contribuent ainsi au réchauffement climatique, à cause du mode de production, des transports, et de la part importante de la viande dans l'alimentation.

A ce sujet, le rapport rappelle que manger 1kg de boeuf a le même impact sur l'environnement que parcourir 100 km en voiture.

Devant cette situation, l'IFEN souligne que la question de la croissance de la population et des niveaux de vie - qui avait été soulevée au début des années 70 - ressurgit aujourd'hui dans un contexte qui s'est aggravé. Le réchauffement climatique, ajoute-t-il, doit nous interroger sur nos modes de consommation et en particulier sur les productions énergétiques.

Voici quelques points forts de ce rapport:

 En ce qui concerne les gaz à effet de serre: Les engagements du protocole de Kyoto sont effectifs depuis mars 2005. Il faut rappeler qu' ils sont toutefois insuffisants pour contenir le réchauffement climatique à moins de 2° C.
La France a lancé en 2004 son plan Climat. Les effets de ce plan ne se font pas encore sentir. On observe une stabilisation des GES par rapport à 2002. Si la part imputable à l'industrie et à l'agriculture diminue, celle des transports, de l'habitat et du tertiaire augmente.

 Les énergies renouvelables: l'objectif de l'Union Européenne est d'atteindre le seuil des 12% en 2010, la France se contentant de 10%. Nous en sommes aujourd' hui à 5, 61%, loin derrière la Finlande, la Suède et la Lettonie (28%)

 L' évolution des sols est marquée par une hausse de l'artificialisation. La part des prairies diminue de 5,7%, celle de cultures pérennes de 3,5%. Par contre, la surface des routes et parkings augmente de 10,7%, celle des sols artificialisés bâtis de 15,8%.

 Quant à la biodiversité, elle continue de se dégrader, ce qui contribue à la modification des écosystèmes. Selon le rapport, 15 500 espèces dans le monde sont menéacées. En France, la diminution des espèces d 'oiseaux en milieu agricole s 'élève à 27%.
La France a adopté l'an dernier une Charte de l'environnement saluée comme une évolution positive. Des intentions à la concrétisation des objectifs, il reste un long chemin à parcourir. ■

Bernard CARON

(1) Institut Français de l' Environnement
(2) www.ifen.fr

FÉMINISME

AUTONOME

fémin

Suite

J'aimerais que vous nous aidiez à définir le concept que vous avez créé qui est le «féminisme autonome» Comment pourrions-nous l'expliquer ?

Julieta : Quand *Mujeres creando* a commencé, on se donnait des principes d'action, comme l'autonomie, l'hétérogénéité, la cohérence entre le public et le privé et quand on parlait d'autonomie, on en parlait à ce moment-là d'une manière très "primaire". Nous étions influencées par l'expérience que nos propres camarades avaient des partis politiques, des ONG, des relations avec l'État. Cette relation qu'établissent en général les technocrates avec l'État, toujours dans l'alternance demandes/concessions.

Donc à partir de cela nous avons décidé que notre féminisme serait autonome parce qu'il ne se soumettrait à aucune instance qui voudrait dominer notre pensée et notre action politique. Parce que nous croyons que cela est néfaste pour le mouvement social. L'autonomie suppose d'avoir la capacité d'action et de pensée propre depuis le féminisme.

Gabriela : Avoir nos mots propres, pour moi c'est l'autonomie aussi. nous autogérer aussi, et c'est cela que nous entendons par mouvement autonome. Ce fut une lutte idéologique fondamentale, pour comprendre l'autonomie comme stratégie, mais aussi comme un concept : Comment allions-nous nous mettre en relation avec l'ensemble des mouvements, des institutions, et des acteurs qui font partie de la société ? Nous avons posé l'autonomie comme une forme de relation.

C'est-à-dire, nous voyons le féminisme comme un projet de subversion, de subversion de relations d'oppression. En étant un projet de subversion, c'est un projet de changement social, ce n'est pas moins un projet d'égalité des droits, de la participation politique de la femme, d'incorporation des femmes dans le système, à l'intérieur du projet patriarcal.

Mais en même temps, nous défendons que le féminisme ne détient pas un "sujet" qui serait "la femme", sinon "les femmes". Et ces femmes, nous sommes universelles, complexes et différentes : Par exemple, si nous nous attelons à un projet capable d'abriter différents univers de femmes, cela veut dire que chacun de ces univers, et en même temps leurs interactions, vont se mettre en relation de manière très différente avec l'ensemble des institutions, des lieux sociaux d'où il émerge. Et toutes ces relations pourraient n'avoir

Erratum

Nous avons abusivement attribué à Béatrice Bossé un texte intitulé « Piqueteras ». Il s'agit en fait d'une traduction de B.Bossé d'une interview anonyme produite par "lavaca.org" qui est une source d'information internet sur les luttes sociales née en 2001 lors de la crise argentine. Quand aux piqueteras ce sont celles qui ont participé à la rencontre avec ces mouvements de femmes.

isme autonome

de l'article «Piqueteras» (Rouge & Vert N°246)

seulement en commun que le thème de l'autonomie. Donc l'autonomie est une manière de se mettre en relation avec l'État, mais pas pour s'incorporer à lui, ni pour être un client. Il s'agit d'interagir, de dialoguer avec l'État, mais avec ton propre langage, et ton propre horizon, jamais tu ne cèderas ton horizon, jamais tu n'accepteras que ton horizon soit coopté par cette institution.

L'autonomie serait de se mettre en dehors des institutions, en dehors du projet patriarcal. Nous nous situons à l'extérieur pour pouvoir être en relation avec. Parce que tu écoutes une femme qui se prostitue, elle dit: « Nous devons nous mettre en relation avec l'État, parce que l'État séquestre notre corps». Pendant qu'une autre camarade dit «Nous devons fuir la relation clientéliste avec l'État ». Ce sont deux stratégies tout à fait valables, qui peuvent avoir en commun l'axe de l'autonomie. L'autonomie c'est ce qui te permet de décider ce que tu vas faire, définir ton horizon à court moyen et long terme.

C'est pourquoi nous comprenons l'autonomie comme une stratégie et une manière d'être en relation avec tous les acteurs sociaux et avec cet univers, sociétal, patriarcal, appelle-le comme tu veux, mais aussi pour l'éroder. Par exemple si tu es une pute et qu'un jour tu dois aller au parlement pour dire ce que tu penses: tu dois pouvoir le dire avec tes mots. Pour entrer dans le bâtiment, non pas comme une parlementaire, car ceci supposerait d'autres débats, mais tu ne vas pas passer par le nettoyage que le système te demande de faire pour que tu te constitues comme interlocutrice. Autre exemple: aujourd'hui les homosexuels et les lesbiennes peuvent se marier en Espagne. ils se sont constitués comme des interlocuteurs de la «normalité» mais partant d'une hetérosexualisation, en disant qu'ils seraient monogames, fidèles, qu'ils sont maris et femmes.

L'autre option est celle que prennent beaucoup d'autres mouvements, qui s'auto-referment sur eux-mêmes : «Je ne me mets pas en relation car je ne veux pas me faire contaminer ».

L'autonomie c'est une stratégie et un concept qui est de poser les relations qui te permettent de ne pas t'isoler (qui serait ce que voudrait le système). Nous sommes en dehors, mais pas pour nous isoler ou ne pas nous contaminer. Nous croyons en l'autonomie oui, mais pour déranger.

Ces jours-ci nous avons parlé avec différentes femmes boliviennes et en les écoutant nous nous sommes rendus compte qu'il y a des choses qui sont ici culturellement plus enracinées chez elles.. L'une c'est la honte, la pudeur, la timidité, comme une charge, une morsure. L'autre c'est la culpabilité, quelque chose dont beaucoup nous ont parlé, y compris pour dire qu'elles se sont jointes à la lutte pour la culpabilité qu'elles sentaient.

Florentina : Mais cela c'est lié à la coutume des gens Aymaras qui est de culpabiliser la femme. Si l'enfant est malade c'est la faute à la femme. S'il n'y a pas d'argent, et que cette famille a mal vécu , c'est la femme qui est coupable. . Beaucoup de mères inculquent à leurs filles cette idée que comme elles sont nées femmes d'elle (la mère) elles souffriront comme leur mère.

En plus, on dit que la femme n'a aucun droit. la femme c'est une manière de déprécier. Super bas! Une chose dévalorisée, il n'y a aucun mot pour justifier cela. Par exemple, lors de réunions, on ne te prend pas en compte, si une femme prend la parole, ils disent «que veut cette pute?». Il n'y a que les putes qui parlent, parce qu'une femme normale une femme correcte, ne peut parler devant les garçons, ne peut parler de ses problèmes ni dire ses droits. C'est seulement cette femme pute qui court après les hommes qui peut parler en public. Donc pour ne pas être critiquée, pour ne pas recevoir les accusations, les femmes restent silencieuses. Et c'est ça la honte, de parler, de dire tout.

Mais toutes les femmes ne sont pas comme cela. Certaines femmes en sont sorties. Pour moi par exemple, comme ce que les gens disent ne m'importe pas, que mes camarades Aymaras ne m'intéressent pas quand ils disent «tu t'es mise avec des lesbiennes, avec des demoiselles ». Moi ça ne me touche plus. ■

Sauver Politis

Politis risque de disparaître : placé en dépôt de bilan depuis le 8 août, cet hebdomadaire doit aujourd'hui faire face à une situation d'urgence pour assurer sa survie. Après le retrait inattendu -la veille de l'audience- du seul repreneur pressenti, le personnel, grâce à l'association «Les Amis de Politis», a décidé de sauver son journal en devenant son propre patron : une souscription auprès de ses lecteurs est donc lancée afin de réunir la somme d'un million d'euros dans le mois qui vient.

Ce sont vos dons qui contribueront à sauver Politis, l'une des dernières voix indépendantes du paysage médiatique français. Les chèques seront déposés sur un compte bloqué et, en cas d'échec, leurs sommes seront remboursées jusqu'au dernier centime.

Un site de l'association «Les Amis de Politis» est en cours de création afin d'informer les lecteurs jour après jour.

En outre, un espace sera inséré dans le journal (qui continue à paraître normalement) pour rendre compte de l'avancée de nos recherches de financement.

Politis doit continuer à vivre !

Pour envoyer des dons et retrouver toute l'actualité de l'opération : http://www.pour-politis.org/

Pour envoyer vos dons, merci de libeller vos chèques à l'ordre de : Association «Pour Politis» et de les envoyer à : Association Pour Politis c/o Politis - 2, impasse Delaunay - 75 011 Paris

Pour envoyez vos messages de soutien à l'adresse : pourpolitis@orange.fr

SUGGESTIONS DE MONTANTS :
- 25 euros (40 000 personnes)
- 40 euros (25 000 personnes)
- 60 euros (17 000 personnes)
- 100 euros (10 000 personnes, soit tous les abonnés de Politis)

La situation au Proche - Orient après l'agression israélienne

Fabrice BALANCHE est géographe, chercheur à l'IFPO (Institut Français du Proche-Orient), il travaille depuis 3 ans à Beyrouth et y était présent pendant toute la durée de l'agression israélienne

Rouge & Vert : Pourquoi Israël a-t-elle agressé le Liban ?

Fabrice Balanche : L'étincelle fut l'enlèvement de deux soldats israéliens par le Hezbollah, comme à Gaza pour faire un échange de prisonniers (Israël détient plusieurs Libanais en prison, parfois depuis plus de 20 ans).
Israël souhaitait se débarrasser du Hezbollah, car ce mouvement armé à sa frontière nord représente évidemment une menace.
L'armée libanaise ne contrôle pas le Sud Liban. Cette région, occupée par Israël de 1978 à mai 2000, est sous le contrôle de ce parti et de cette milice chiite qui, pendant toutes ces années, a mené la lutte contre l'occupant israélien.
Périodiquement, il y avait des accrochages à la frontière, car Israël conserve les fermes de Chebaa qui appartiennent au Liban. Pour le Hezbollah, ces accrochages sont la preuve qu'il doit conserver ses armes, car la menace israélienne est toujours là, alors que le gouvernement libanais lui demande de les déposer.
Une des raisons est justement parce que le Liban est un Etat faible, un Etat tampon comme le définit Georges Corm, où les grandes puissances et les puissances régionales s'affrontent par milices interposées.
Il n'existe pas véritablement d'union nationale au Liban, le système politique est confessionnel : Président maronite, Premier ministre sunnite, chef du parlement chiite. Chaque communauté possède un nombre X de députés.
Les chrétiens sont un tiers de la population, divisés en multiples chapelles, les maronites sont la principale communauté (20%). Les musulmans sont divisés entre les chiites (35%), les sunnites (28%), les druzes (5%), les alaouites (1%).
Les communautés et les clans sont en compétition permanente pour l'accès aux richesses, au territoire. Pour cela, ils s'appuient sur des puissances étrangères qui leurs fournissent de l'argent et, à l'occasion, armes et munitions. Les sunnites, dominés par la famille Hariri, sont soutenus par l'Arabie Saoudite, les chiites, avec le Hezbollah, par la Syrie et surtout l'Iran, les druzes, derrière Walid Joumblat, ont souvent changé de protecteur ; actuellement, ils sont soutenus par les Etats-Unis, la France soutient traditionnellement les maronites...
Et dans ce système hérité du Mandat français, corrigé en 1989 par les accords de Taef à la sortie de la guerre civile, la communauté chiite (35% de la population), ne possède que 20% des députés et aucun des postes clés dans l'Etat. Par conséquent, elle est écartée du partage des richesses et de la distribution des postes clés dans l'administration. Le fait de conserver ses armes, d'apparaître comme le parti de la résistance à Israël, constitue sa force.
La résistance contre Israël est aussi un moyen, pour le Hezbollah, de s'affirmer dans la communauté chiite et sur le plan politique au Liban.

R & V : Pourquoi la Syrie n'est-elle pas intervenue ?

F. B. : La Syrie est toujours officiellement en guerre contre Israël, qui occupe le plateau du Golan depuis 1967 et l'a annexé en 1980.
L'armée syrienne et l'armée israélienne se sont affrontées au Liban en 1982.
La Syrie a conditionné son retrait du Liban à celui d'Israël, affirmant que la présence d'Israël menaçait sa sécurité. En réalité, elle occupait le Liban, noyautait l'armée et l'administration, les barons du régime syrien prélevaient leur part du gâteau libanais. A la suite de la prolongation du mandat du Président libanais, pro-syrien, la France et les Etats-Unis ont pris l'initiative d'une résolution, la 1559, exigeant le départ des Syriens et le désarmement des milices. Les Syriens quittèrent le pays en avril 2005, dans un climat de tensions et d'attentats (Hariri).
La Syrie ne renonce pas à son emprise sur le Liban. Un Liban pro-occidental qui ferait la paix avec Israël, comme l'Egypte et la Jordanie, la laisserait seule et isolée face à Israël. Naïvement, les Syriens pensaient qu'en échange du Golan, qu'ils ont peu d'espoir de récupérer, ils pourraient conserver leur "protectorat" sur le Liban.
La Syrie n'est pas intervenue parce qu'elle n'a pas les moyens militaires de la faire : un matériel soviétique de mauvaise qualité, une armée qui est plus tournée contre l'intérieur que contre l'extérieur.
La Syrie est dirigée par un clan militaire issu de la minorité alaouite (8 à 10% de la population). Plus de 80% de la population est sunnite; si on laisse les kurdes, nous avons un bloc arabe sunnite qui représente plus de 60% de la population et qui supporte de plus en plus mal ce régime répressif qui maintient le pays dans l'immobilisme. Un régime sunnite ne ferait sans doute pas mieux, mais le fait que cela soit des alaouites est mal ressenti, dans un pays où l'on s'attache plus à la confession qu'à la compétence des personnes.
Une intervention syrienne se serait soldée par un échec et aurait donc mis à mal le régime syrien. Le problème est que les masses sunnites sont frustrées par le manque de courage d'un gouvernement qui vocifère et menace Israël, mais ne fait rien : *« Assad, lion au Liban, lapin dans le Golan »* (humour populaire syro-libanais). L'attaque de l'ambassade américaine à Damas par un groupe islamiste est un signe de cette frustration.

R & V : Pourquoi les pays arabes et l'Iran ne sont-ils pas intervenus ?

F. B. : Les pays pétroliers : Arabie Saoudite, Koweït, EAU et l'Iran, qui défendent officiellement les Palestiniens et les Libanais contre Israël, n'ont pas utilisé l'arme pétrolière. Il suffisait qu'ils arrêtent leurs exportations de pétrole pour que les USA disent à Israël d'arrêter. Ces pays ont prétexté que d'autres producteurs auraient pris le relais ?! Le Venezuela de Chavez aurait été trop heureux de se joindre à eux.
Les simples menaces de l'Iran avaient fait monter les inquiétudes des consommateurs, et par conséquent les cours du pétrole : plus de 75 dollars durant l'été alors qu'il est actuellement à moins de 60 dollars.
Les pays arabes pétroliers sont des alliés fidèles des Etats-Unis, qui les ont protégés de l'Irak et qui disent les protéger de l'Iran aujourd'hui.
En fait, les Etats-Unis jouent au pompier pyromane : ils allument un feu et ensuite

attendent qu'on les appelle pour l'éteindre. Cela leur permet de contrôler les Etats et le pétrole de la région.
Les Etats arabes sont dirigés par des sunnites, mais ils comportent d'importantes minorités chiites, voire des majorités chiites comme à Bahreïn, qui sont en marge du pouvoir. Ces minorités sont sensibles au discours iranien. La rivalité chiite - sunnite se poursuit au Proche-Orient, Iran – Arabie Saoudite. Les monarchies sunnites étaient assez satisfaites qu'Israël veuille détruire le Hezbollah, car ce mouvement est pro-iranien, un dangereux exemple pour les chiites et même les sunnites qui ne supportent plus les régimes corrompus et se réfugient dans l'islamisme.
Quant à l'Iran, la guerre du Liban lui permettait de continuer à enrichir de l'uranium malgré les foudres de la communauté internationale, Etats-Unis en tête. On ne peut exclure l'hypothèse que l'Iran se serve du Hezbollah pour s'imposer sur la scène régionale. Tout comme l'URSS utilisait et sacrifiait des mouvements communistes européens à des fins géopolitiques.

R & V : Pourquoi le conflit a-t-il duré aussi longtemps ?

F. B. : Tout d'abord, le conflit a duré si longtemps parce que les pays pétroliers ne sont pas intervenus.
Israël affirmait qu'elle faisait la guerre au Hezbollah, que ce combat s'inscrivait dans la lutte contre le terrorisme, Al Qaida – Hezbollah, même combat. Cette propagande a permis de justifier l'ampleur des destructions et des pertes civiles au Liban. L'opinion publique a eu du mal à se mobiliser, c'était l'été également.
D'un point de vue technique, les Etats-Unis mettaient leur veto à toute résolution du Conseil de sécurité exigeant la fin des combats. Ils laissaient du temps à leur allié pour en finir avec le Hezbollah ou faire un maximum de dégâts.
L'Europe était divisée : la G.B. soutient Israël, l'Allemagne a toujours une position ambiguë à l'égard d'Israël.
Israël exigeait l'envoi d'une force d'interposition au Liban sud avant d'arrêter les combats. Qui allait participer à cette force, quelle serait sa mission ? Les Israéliens veulent que leur frontière soit sécurisée, que la FINUL se déploie sur la frontière syrienne pour empêcher l'arrivée d'armes au Liban et que la FINUL désarme le Hezbollah.
Pour les pays européens, il n'était pas question de s'engager au Liban sud sans un accord politique entre Israël et le Hezbollah, ainsi que leurs parrains. La France a le souvenir de l'opération Drakkar : un camion piégé du Hezbollah en 1983. Il n'est pas question de désarmer le Hezbollah non plus, car il est évident qu'il se retournerait contre la FINUL.
Le conflit de l'été est d'une extrême complexité, parce qu'il est la conséquence des problèmes géopolitiques que connaît le Proche-Orient. Il exige de comprendre les oppositions entre les communautés et les Etats de la région, ainsi que leurs alliances au niveau mondial.

R & V : Quel est le véritable but d'Israël au Liban ?

F. B. : Israël est un Etat juif. Il est le refuge des juifs persécutés, ou supposés l'être, du monde entier. Mais ce qui gêne Israël, c'est le fait qu'il y ait des communautés juives dans les pays arabes avec lesquels il est en conflit (bombe à la synagogue de Bagdad pour faire fuir les juifs irakiens vers 1955). Israël a besoin de nouveaux arrivants pour dépasser la population arabe d'Israël/Palestine.
Israël veut prouver que le multi-confessionnalisme n'est pas possible dans le monde arabo- musulman et, par conséquent, légitimer sa politique d'exclusion. Les problèmes en Palestine ont fait fuir la majorité de la population chrétienne. Il reste à détruire le Liban. Dans les années 1980, les Israéliens ont soutenu aussi les druzes et la logique de cantonisation du Liban. En frappant le Hezbollah et non les autres communautés,

Soldats Israéliens à la frontière Libanaise

le but est clairement de désolidariser les Libanais. Ce n'est pas très difficile et vu l'évolution du Liban actuel, il a parfaitement réussi. Il faut espérer que cela ne débouchera pas sur une nouvelle guerre civile.

Prouver qu'Israël est la seule démocratie de la région. Tous les pro-Israéliens, durant l'été, ont souligné que la Syrie et l'Iran sont des dictatures. A l'égard du Liban, c'était plus difficile, ils ont donc souligné le machisme et la corruption. Le Liban n'est pas une démocratie parfaite, même comparable à nos démocraties occidentales, mais il y a tout de même des élections libres, une liberté d'expression et un multipartisme. Certes, le confessionnalisme et le clientélisme empêchent l'émergence d'une réelle démocratie mais par rapport aux autres régimes de la région, le Liban peut être considéré comme une démocratie. Ceci gêne également beaucoup les Israéliens.

Un Liban multi-confessionnel, démocratique et prospère est un contre-modèle pour l'Etat d'Israël. Il lui faut donc le détruire. C'est également un contre-modèle, du point de vue démocratique, pour les régimes arabes de la région, qui sont des dictatures.

R & V : Quelles sont les relations entre la politique israélienne et le projet étasunien du «Grand Moyen-Orient»?

F. B. : La politique israélienne à l'égard du Liban rejoint la politique étasunienne de « Grand Moyen-Orient ». Cette politique se définit par un maître mot : imposer la démocratie et combattre le terrorisme. Dans l'esprit, nous avons une certaine analogie avec la politique de Truman à l'égard de l'Europe dans l'après-guerre : combattre le communisme en éradiquant la misère. Tout du moins, c'est comme cela que les stratèges américains le présentent. En réalité, ce qui intéresse les Etats-Unis,c'est de mettre définitivement la main sur les réserves pétrolières du Moyen-Orient.

Les Etats-Unis affirment que le modèle de l'Etat-nation, Etat central, ne fonctionne pas dans la région du fait des clivages communautaires et claniques. Les minorités au pouvoir (Irak et Syrie) s'imposent par la force. Mais lorsque la majorité est au pouvoir, elle opprime les minorités. La solution est évidemment le fédéralisme sur des bases communautaires. C'est ce qu'ils font en Irak : kurdes, chiites et sunnites. On peut découper le Liban également entre chrétiens, sunnites et chiites, tout comme les accords de Dayton partagèrent la Bosnie sur des bases communautaires. Des plans envisagent également de diviser l'Arabie saoudite, minée par des dissensions internes.

Il est évident que les Etats fédéraux, ou des petits Etats, en cas de partition, sont beaucoup plus faciles à dominer que des Etats centraux. Sous couvert de protection des minorités et de démocratie, c'est une nouvelle forme d'impérialisme qui se met en place. Malheureusement, les régimes dictatoriaux en Syrie et en Irak, en éliminant le politique de la société, ont réactivé le communautarisme, et donc préparé le terrain à la politique étasunienne.

R & V : Et la question du pétrole ?

F. B. : Le Moyen-Orient et ses réserves de pétrole constituent un enjeu mondial. Ce n'est plus un enjeu entre l'URSS et les Etats-Unis, mais entre les Etats-Unis et la Chine, voire l'Inde, ces nouvelles puissances qui ont besoin d'énergie bon marché pour se développer. La montée de la Chine menace directement la puissance américaine. Les Etats-Unis l'ont compris depuis la fin de la guerre froide et n'ont eu comme objectif que de s'emparer des réserves pétrolières d'Asie centrale et du Moyen-Orient, pour assurer leur approvisionnement et contrôler celui des nouvelles puissances.

L'Iran est ferme vis-à-vis des Etats-Unis parce qu'il a le soutien de la Chine et de la Russie à l'ONU. Les Chinois ont besoin du pétrole iranien. Ces considérations nous éloignent un peu de la géopolitique locale et des oppositions entre deux modèles pour le Moyen-Orient : le modèle saoudien et le modèle iranien, l'Islam sunnite des commerçants et l'Islam chiite des déshérités...

La géopolitique locale n'est pas le produit de la géopolitique mondiale, mais elle peut être préexistante ou réactivée par les conflits mondiaux.■

Propos recueillis par Jacques Fontaine, le 05/10/06

Pour une le

ou comment, face à la crise, mie

L'idée de cette note m'est venue après avoir participé à une des réunions organisées par le CA d'ATTAC Rhône en vue de l'AG nationale de juin. Elle a été renforcée à la lecture du rapport d'activité soumis à L'AG, très plat à mes yeux malgré ses 90 pages. Les quelques idées, présentées très brièvement ici, peuvent éventuellement servir après cette AG calamiteuse, même si on peut craindre que la fraude électorale handicape encore davantage cette lecture dialectique. Adhérent ancien et très intéressé par ATTAC, je n'y participe cependant que très peu faute de temps. Mais j'en bénéficie par les documents et par les rencontres avec des militants d'ATTAC lors d'actions communes.

Depuis sa fondation, ATTAC m'apparaît structurée, et c'est ce qui en fait l'intérêt en plus du champ d'intervention choisi, par deux ensembles principaux[1] de forces constitués chacun par deux pôles d'attraction contradictoires[2] :

- Une première contradiction, dans le champ du projet, relie la fonction d'éducation populaire et l'intervention dans le champ politique,
- La seconde contradiction, dans le champ de l'organisation, relie le niveau national et le niveau local.

Ces contradictions me semblent renforcées par l'évolution d'ATTAC : développement du niveau local au sein d'une organisation principalement structurée au début par son origine au sommet, participations fréquentes à des initiatives dans le champ politique y compris sous forme de tentative électorale. D'où, pour moi, la nécessité de mener cette approche dialectique au sein d'ATTAC.

1. Fonction éducation populaire (FEP) versus intervention politique : les enjeux et les règles de la FEP ne me paraissent pas toujours bien respectées. Sur certains thèmes, sans doute minoritaires en nombre, ATTAC m'apparaît, notamment au niveau local, «fonctionner » davantage à l'idéologie qu'à la formation par manque de compétences sur tous les sujets abordés et par renforcement de l'intervention politique, y compris lorsqu'elle est justifiée comme pour le référendum. Cette tendance, en décalage de plus en plus fort (?) par rapport aux objectifs de départ, est renforcée par deux aspects importants du fonctionnement d'ATTAC : insuffisance des apports du comité scientifique, multiplication des groupes et diversification des thèmes abordés au niveau local. De plus, même quand le niveau national sort un bon texte (y compris comme base de travail pour des groupes locaux, comme sur le développement durable), ce document semble sous-utilisé localement. Plus large-

lecture dialectique d'ATTAC

mieux gérer et valoriser les deux contradictions fondatrices de l'organisation

ment, cette tendance à la multiplication de groupes thématiques correspond au double besoin de beaucoup de militants : faire de la politique autrement et compenser la spécialisation des ONG et des autres associations.
Il s'agit d'un équilibre difficile. Pour "confirmer l'unité", il me semble nécessaire de renforcer tant au niveau national qu'au niveau local le travail intellectuel (avec le moins possible de présupposés idéologiques) et de le centrer sur le « coeur de métier » d'ATTAC : l'éducation populaire axée sur l'international. Dans ce cadre, il s'agit de dégager le contenu politique de chaque sujet pour en montrer le lien avec son champ d'activité mais pas en tant qu'organisation politique partisane.

2. Niveau national versus niveau local. ATTAC s'est constituée suite à une initiative nationale (les fondateurs) et s'est développée au niveau local avec constitution de groupes départementaux et locaux au fur et à mesure de la montée du nombre d'adhérents. ATTAC est ainsi devenue une grande force et a changé de nature contrairement à d'autres organisations comme Copernic. Ces groupes locaux ont fortement élargi le champ d'intervention de l'association, aussi bien en thèmes de travail (jusqu'à proposer un groupe logement à la dernière AG du Rhône !) qu'en participation à des initiatives avec d'autres organisations. Cette évolution a logiquement posé de nouvelles questions d'organisation et de fonctionnement.
Cette évolution de type contradictoire peut être en partie maîtrisée et valorisée par l'amélioration des règles de fonctionnement. Il faut aussi une vigilance accrue, difficile à mettre en œuvre vu le type d'organisation. En effet, ATTAC dispose de moins de « ressorts de rappel » unifiants et plus de forces centrifuges que les organisations politiques ou les associations plus spécialisées. Il faut donc, à la fois, réduire les sources de conflits idéologiques (ou pire de personnes) et leur force quand ils surviennent et recentrer l'activité, tout en évitant de bloquer les initiatives pertinentes. ■

Michel BUISSON

[1] D'autres contradictions existent, non abordées ici.
[2] Pour moi la contradiction est constitutive de nombreux éléments de la réalité : « un se divise en 2 » ces « 2 » étant souvent en contradiction. L'objet de la dialectique, au sens marxiste, est de percevoir ces contradictions, leur niveau . « dans une tentative continue non pas de rompre mais au contraire de confirmer l'unité » (Antonio NEGRI). La dialectique peut aussi permettre de renforcer un rapport de force.

QUE LA PAIX SOIT AVEC VOUS!

Voilà ce que les chrétiens entendent à la fin de chaque messe. Et ils y croient, sans pour autant mettre ces paroles, si bien dites, en application. Il n'y a d'ailleurs pas seulement les chrétiens qui le disent et ne le font pas. Il y a aussi les juifs, les musulmans, tout le monde le dit et pourtant, les uns et les autres assistent impuissants à ce déferlement de violence permanent au Liban, en Palestine et ailleurs.
Et pourtant, il ne faudrait pas grand chose, croyez-moi, braves gens, pour que cela devienne réalité. Il faudrait du BON SENS, rien que du bon sens. Et, pour une fois, ce n'est pas moi qui le dit, c'est mon ami Georges Krassovski, un vieux Monsieur de 91 ans, toujours jeune et sain d'esprit. Voilà ce qu'il nous dit:

«Tout d'abord, deux faits flagrants et indéniables:
– en ce début de XXIème siècle, la France n'a plus d'ennemis, elle ne court aucun risque d'être attaquée, envahie militairement, occupée. «L'ennemi héréditaire» qu'était l'Allemagne est devenu sa meilleure amie.
–les forces armées traditionnelles de la terre, de la mer et de l'air s'avèrent complètement inopérantes face au terrorisme. Les chars d'assaut, les missiles, etc., ne sont plus bons que pour le défilé du 14 juillet sur les Champs Elysées et cela revient très cher.
Il en ressort que l'armée est devenue une institution archaïque, périmée et complètement inutile.
Il existe pourtant la menace d'une invasion réelle par les ressortissants de pays pauvres d'Afrique et d'Asie. Tout français se trouve du coup devant un dilemme extrêmement pénible: refouler ces malheureux, c'est bafouer le droit d'asile et le respect dû à toute personne humaine, mais accepter indéfiniment ce flot des migrants ne manquerait pas de poser, à brève échéance, de gros problèmes d'assimilation.
Selon toute évidence, la solution du bon sens consiste à élever le niveau de vie dans les pays dits «en voie de développement» afin que les chômeurs de ces pays deviennent des touristes.
Tout cela est possible et même relativement facile à réaliser. Il suffirait d'utiliser à bon escient le budget militaire de la France, désormais inutile et qui s'élève pourtant à 42 milliards d'euros par an!
Conformément à l'adage bien connu, comme quoi «la charité bien ordonnée commence par soi-même», 25% de cette somme devrait permettre d'éradiquer rapidement toute misère en France. Mettons encore 25% pour la lutte contre les pollutions et la défense des écosystèmes. C'est important pour les générations à venir! Il resterait donc la moitié du budget militaire pour renflouer, de toute urgence, les économies évanescentes des pays pauvres. La France et les Français auront tout à y gagner. Il est d'ailleurs probable que l'exemple donné par la France serait vite suivi par d'autres pays. Un nouveau Siècle des Lumières!
Il faut toutefois s'attendre à ce qu'en lisant ce qui précède certaines personnes disent: «Très bien, tout ça c'est très beau, mais comment y parvenir, comment nous faire entendre?» Il y a là, en effet, un problème, mais il est, lui aussi, soluble. Il faut profiter de toutes les élections -et il y en aura en 2007!- pour porter à la connaissance de tous les candidats que l'on refusera de voter pour ceux et celles qui ne s'engageront pas résolument et publiquement sur la voie du bon sens, qui consiste à utiliser le budget «de la défense» à des fins humanitaires. Le clivage entre la droite et la gauche n'a plus de sens. Le vrai clivage passe désormais entre ceux qui sont encore pour le maintien d'une armée nationale et ceux qui optent pour sa suppression et le désarmement. Désarmement total puisque -pour ce qui concerne la France- il n'y a aucun danger à l'horizon, ni même au-delà! Mais attention! Cela ne signifie, en aucun cas, qu'il faille supprimer la gendarmerie et la police qui ont pour mission de combattre la criminalité et le terrorisme. Ces institutions de sécurité sont nécessaires et il faudrait sans doute même les renforcer.
Les mesures proposées ici n'ont rien à voir avec l'idéalisme, ni avec une quelconque utopie sociale. Ce n'est que du bon sens, rien que du bon sens ». ■

Roger WINTERHALTER

Quelle place pour le féminisme au sein des Alternatifs ?

• Où en est le mouvement féministe ? • Qu'entendons-nous par « être féministe » ? • Quelles implications et quelle cohérence par rapport aux autres référents : solidarités, écologie et autogestion ? • Comment le met-on en pratique ? • Quelles positions et propositions des Alternatifs ? •

Journée nationale des Alternatifs sur le féminisme le 11 novembre de 9h à 17h30.

Déroulement et thèmes prévus pour la journée :

• 9h00 • Accueil et présentation de la journée
• 9h30 • Histoires et actualités du féminisme
• 11h • Déconstruction des genres : problèmes et enjeux
• 14h • Ateliers : • Inégalités au travail, précarité • Parité et institutions • Prostitution et/ou violences • Education
• 16h15 • Synthèses des ateliers et synthèse générale : des pistes pour l'U.E

La réunion aura lieu à la maison du peuple, salle de la Verrière, avenue Léo Lagrange à Gardanne (entre Aix et Marseille). Cette salle se situe à 700 mètres de la gare SNCF de Gardanne. Parking gratuit à proximité. Pour ceux qui viennent en train, préciser le jour et l'heure d'arrivée (vendredi soir ou samedi matin) et de départ. Le plus simple est d'arriver à Gardanne. Correspondances possibles depuis Marseille. Eviter si possible la gare Aix TGV (voiture indispensable).

Hébergement :
- Quelques places (très peu) chez les copains Alter des BdR
- «Hôtel de Nice» à Gardanne à 700m de la salle de réunion (5 chambres seul ou en couple disponibles à réserver au plus vite : 32/36 euros)
- Formule 1 à proximité (voiturage nécessaire): 30 euros la nuit de 1 à 2/3 personnes
- Etap Hotel à proximité (voiturage nécessaire): entre 30 et 40 euros la nuit de 1 à 2/3 personnes

Déplacement : Quelques camarades s'apprêtent à faire le taxi pour les besoins en déplacement. Nous tenterons de les limiter au maximum !

Merci de retourner au plus vite ces renseignements :

Nom : Prénom :
Email : Téléphone :
Transport : ☐ Voiture ☐ Train (Heure et gare d'arrivée/départ : .....
Hébergement : ☐ vendredi soir ☐ samedi soir ☐ Hébergement militant ☐ Hôtel
Repas : ☐ vendredi soir ☐ samedi midi ☐ samedi soir ☐ dimanche midi

Contact : Magali Braconnot magali.b@free.fr 06.82.45.14.94
1. à Les Alternatifs 40 rue de Malte 75011 Paris

CYCLE DE FORMATION ROUGE-VERT .

Après les quatre premières sessions de formation régionale consacrées aux thèmes de l'intercommunalité (à Mouans-Sartoux 06), de la LGV (au Cannet des Maures 83), de la décroissance (à Marseille 13) et de l'AGCS (à Mouans-Sartoux 06) pendant l'année 2005, puis les cinquième et sixième, en 2006, sur l'Autogestion (à Saint-Maximin 83), et sur l'École à Gardanne (13) c'est Nice qui accueillera la septième session du CYCLE de FORMATION régional ROUGE-VERT.

Dans le cadre de leur cycle de formation Rouge et Vert, les Alternatifs PACA organisent une nouvelle session, la septième, sur l'autogestion :

L'autogestion, l'économie, l'Etat

Le Samedi 25 novembre, de 9h30 à 18h à l'Hôtel Splendid, 50 Bd Victor-Hugo à Nice

Avec la participation de :
Tony Andréani[1]
Catherine Samary
Benoît Borrits
Michel Fiant
Gérald Ryser[2]

1. C'est à partir du dernier ouvrage de Tony Andréani,
2.sous réserve

Poitiers : la gauche antilibérale cherche à s'organiser

Lentement (mais sûrement?) les collectifs unitaires pour un rasemblement antilibéral à gauche se mettent en place à Poitiers et dans la Vienne.
Pour appuyer cettte dynamique naissante, le collectif de Poitiers a organisé mercredi 18 octobre une réunion publique. Deux membres du collectif de porte-paroles nationaux, Eric Coquerel et Jean Jacques Boislaroussie, ont présenté l'historique de la démarche, les raisons impérieuses de cette union et l'état actuel du projet. La réunion positive de Nanterre des 14 et 15 octobre donne aux collectifs et aux militants unitaires des outils pour aller véritablement à la rencontre de la population, pour gagner à notre projet les jeunes et les couches populaires. ■

B.RIONDET

Cafés alternatifs nîmois

En direct de Nîmes ... Café Alter à Nîmes le 2ème Mercredi du mois au Café le Millefeuilles 12 rue saint Mathieu.
Bientôt le 8ème Café Alter, le Mercredi 8 Novembre à 18h qui aura pour thème *«Agriculture industrielle ou Agriculture Paysanne, un choix de société»* avec nos amis de la Confédération Paysanne du Gard.
Lors de nos Cafés Alter, nous avons déjà débattu de divers thèmes:
- Crise urbaine , crise sociale avec J.J.Boislaroussie
- Autogestion avec F.Baudet
- Emploi, quelles alternatives ?
- Anti-Sécuritaire avec les JAG, Jeunes Alternatifs Gardois.
- Ecologie sociale, Ecologie de gauche, Convergence du Rouge et du Vert.
- La démocratie Participative avec P.Arnassan et H.Moula.
- Vivre en ville: quel urbanisme, quels transports? avec un Directeur d'Agence d'Urbanisme, un sociologue, un responsable d'associations de vélos et de piétons.

Lors de nos Café Alter , nous essayons de décliner toutes les facettes des engagements pour une autre société , pour les solidarités, l'écologie,l'autogestion et le féminisme. ■

Janie ARNEGUY

LES ALTERNATIFS

Pour une GAUCHE ALTERNATIVE, égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution.

Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspira--tions sociales, féministes et écologistes.

C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Ecologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme.

Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alterdéveloppement est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps.

L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers.

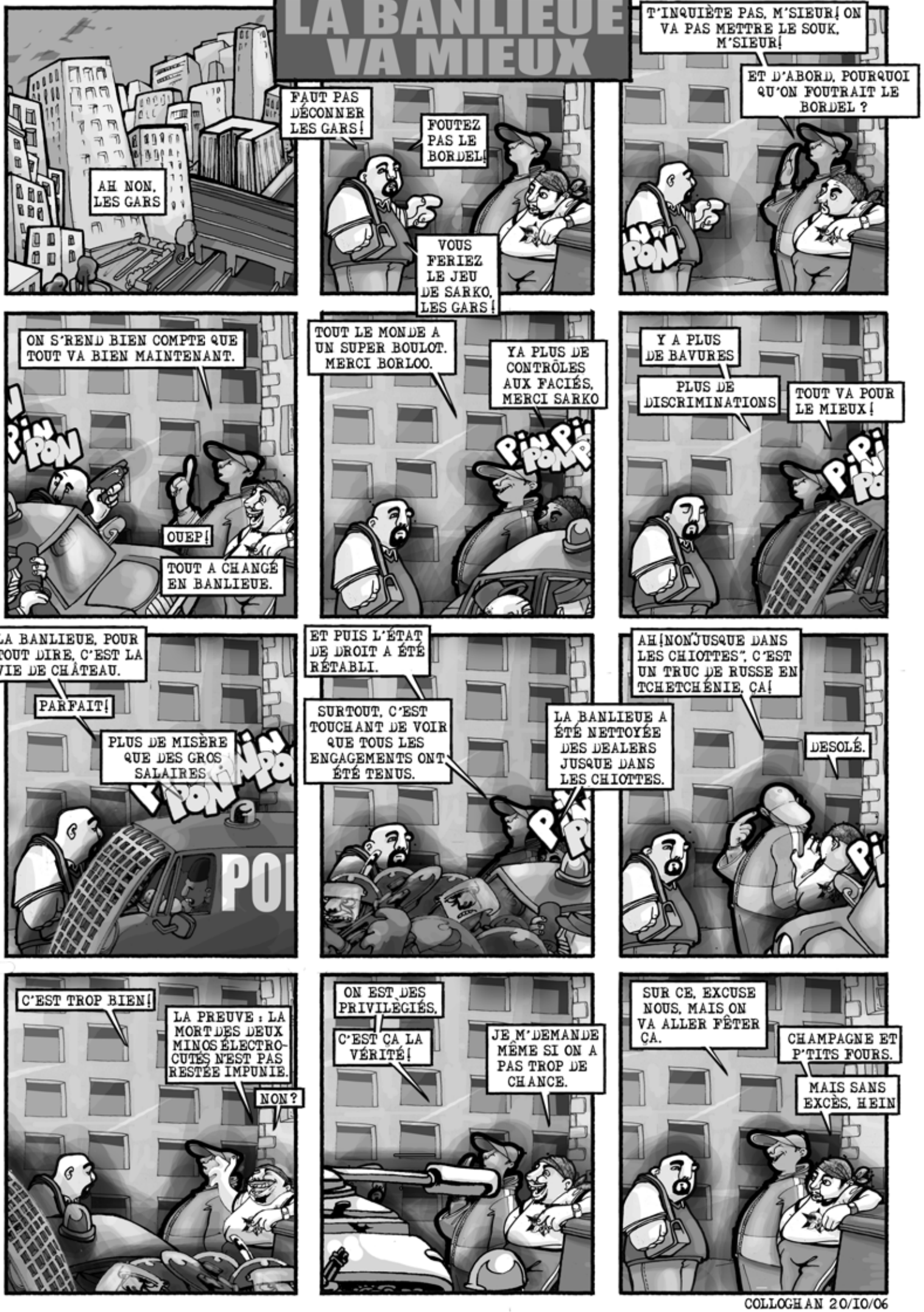
Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur.

Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste. ■

LA BANLIEUE VA MIEUX



COLLOGHAN 20/10/06